

UFR SCIENCES ÉCONOMIQUES ET DE GESTION

Master 2 Comptabilité – Contrôle – Audit (CCA)

Année universitaire 2024-2025

Enseignant: M. Guillaume LUCCISANO

SEANCE 4 « LIQUIDATION JUDICIAIRE »

Objectif pédagogique : Maîtriser les conditions d'ouverture de la liquidation judiciaire, ses effets, le rôle du liquidateur, et les différentes issues de la procédure.

1. BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Ouvrages :

- D. Legeais, *Droit des entreprises en difficulté*, LGDJ, éd. 2024.
- M. Menjuq, *Droit des entreprises en difficulté*, Sirey, éd. 2024.
- F. Pérochon, *La liquidation judiciaire*, Revue des procédures collectives, 2023.

Articles :

- A. Lienhard, « La liquidation judiciaire : entre efficacité et brutalité », *Dalloz Affaires*, 2024.
- J.-P. Legros, « Le rôle du liquidateur judiciaire », *Revue des sociétés*, 2023.

2. JURISPRUDENCE ET TEXTES ESSENTIELS

Textes :

- **Ordonnance n° 2021-1193 du 15 septembre 2021** : simplification de la procédure
- **Articles clés :**
 - **Code de commerce**, Livre VI :
 - L.640-1 à L.645-13 : liquidation judiciaire
 - L.640-1 : conditions d'ouverture
 - L.641-1 à L.641-13 : effets de la LJ
 - L.642-1 à L.642-18 : cession d'entreprise et actifs

Jurisprudence :

- **Com. 14 févr. 2024**, n°22-13899 : appréciation de l'impossibilité de redressement
- **Com. 7 juin 2023**, n°21-13716 : responsabilité du liquidateur
- **Cass. com. 13 mars 2024**, n° 22-15.438 : plan de cession partielle et maintien d'activité

3. CAS PRATIQUE

Énoncé :

La société **SEATECH INDUSTRIE**, spécialisée dans la fabrication de pièces navales, est en cessation des paiements depuis 3 mois. Elle a tenté une conciliation sans succès. Son activité est à l'arrêt, les salariés sont inquiets, et aucun plan de redressement n'est envisageable. Le tribunal envisage l'ouverture d'une liquidation judiciaire.

Questions :

1. Quelles sont les conditions d'ouverture de la liquidation judiciaire ?
2. Quels sont les effets immédiats de cette procédure ?
3. Quel est le rôle du liquidateur judiciaire ?
4. Quelles sont les conséquences pour :
 - les contrats en cours ?
 - les salariés ?
 - les créanciers ?
5. Une cession partielle de l'entreprise est-elle envisageable ? Dans quelles conditions ?
6. Quelles sont les issues possibles de la procédure ?